

## À Gaza, c'est toute l'humanité qu'ils assassinent

Depuis le 7 octobre, le carnage opéré par l'État israélien contre la population palestinienne atteint un bilan insupportable. Entre 25 000 et 30 000 morts identifiés dont près de 5 500 enfants, plus de 67 000 blessés, dont 10 800 enfants, 17 000 enfants séparés de leurs parents, et des dizaines de milliers de disparus – probablement des morts qu'on n'arrivera plus à extraire des décombres.

90 % de la population de Gaza est en situation d'insécurité alimentaire aiguë et les deux tiers des hôpitaux sont détruits. Des maladies comme le choléra, la polio ou la varicelle refont surface. Les médecins amputent les blessés, souvent sans anesthésie, et ne disposent pas d'antibiotiques pour stopper les infections. Les infrastructures gazaouies se sont totalement effondrées : il n'y a plus d'eau courante, d'électricité ni de lignes téléphoniques. Et depuis quelques jours, l'armée d'Israël bombarde Rafah, autrement dit la zone où elle a contraint plus d'1,3 million de personnes à trouver un refuge précaire !

### COMPLICITÉS IMPÉRIALISTES

Ces quatre derniers mois d'offensive criminelle sont la poursuite impitoyable de plus de 75 ans d'oppression du peuple palestinien par l'État d'Israël avec le soutien des grandes puissances impérialistes, dont la France. Et c'est parce que l'armée israélienne avec les multiples guerres qu'elle a menées, leur sert de gendarme contre les peuples pauvres de la région que les grandes puissances lui apportent un soutien inconditionnel. Leurs propres armées scrutent ce qui se passe à Gaza... comme un test « en condition réelle » de leurs matériels militaires !

Macron appelle face caméra le gouvernement israélien à la « retenue », mais ne remet pas en cause les juteux contrats obtenus par les entreprises françaises. Depuis 2014, les marchands d'armes ont ainsi vendu pour près de 210 millions d'euros de matériel militaire.

Les capitalistes et les gouvernements à leur service parlent tous une seule et même langue : celle de l'argent et des profits.

### FAUX ALLIÉS HYPOCRITES

Et quelle confiance accorder aux gouvernements des pays « émergents » ? Aucune. Même à ceux d'entre eux qui se

prétendent du côté des peuples dominés, mais sont chez eux les garants d'une société particulièrement inégalitaire, ou font vivre l'enfer à ceux et celles qui osent revendiquer la justice sociale et la liberté, comme en Iran ou en Syrie.

Il n'y a rien à attendre non plus des dirigeants nationalistes, comme le Fatah au pouvoir en Cisjordanie ou le Hamas à Gaza, qui ne cherchent surtout pas à s'adresser aux opprimés des autres pays de la région, mais plutôt à devenir les interlocuteurs des pays riches pour conforter leur propre pouvoir et profiter eux aussi de leur argent.

### SOLIDARITÉ D'EN BAS

Au Proche-Orient particulièrement, où la population palestinienne est disséminée entre la bande de Gaza, la Cisjordanie, Israël et les pays arabes voisins, c'est bien l'union des travailleurs et travailleuses de toute la région, en lutte contre chacun de leurs gouvernements, qui permettra de changer la situation.

Mais pas seulement là-bas : c'est à nous ici de manifester notre solidarité avec le peuple palestinien. Nous qui faisons tourner l'économie, qui par notre travail enrichissons la minorité qui détient les richesses et les moyens de production, avons le pouvoir de tout bloquer, de tout arrêter, puisque nos gouvernements sont les principaux complices et fournisseurs d'armes de la politique criminelle de l'État d'Israël.

Nous aurions même les moyens de renverser les pouvoirs en place pour créer une société radicalement différente, mettre réellement fin aux injustices, en finir avec ce monde d'oppression et de guerres.

Comme le montrent les manifestations massives qui continuent dans le monde entier pour dénoncer le génocide à Gaza, les opprimés et les exploités aussi peuvent parler une seule langue : celle de la solidarité internationale.



## SEULE LA LUTTE PAIE

La CGT a publié un document intéressant montrant la situation de la psychiatrie en France. 10 à 20 % des lits ont été fermés. Il manque des médecins, des soignants... Les listes d'attente pour consulter vont de trois mois à un an notamment pour les enfants. Au fil des années, les gouvernements, de gauche comme de droite, ont réduit drastiquement les budgets de la santé, organisant la dégradation des conditions de travail et la fermeture des lits. C'est donc bien seulement sur notre mobilisation que nous pouvons compter pour inverser cette politique de l'État, défendue par tous les politiciens, quelles que soient leurs étiquettes.

## DES CHIFFRES PARLANTS

La dette publique a dépassé les 3 000 milliards, assurant aux banques 51,7 milliards d'intérêts en 2023. Ces sommes servent essentiellement de cadeaux aux grandes entreprises. Les intérêts sont prélevés dans les caisses publiques, alors que les hôpitaux et l'éducation manquent du minimum. Oxfam révèle que les 42 milliardaires français ont empoché 230 milliards supplémentaires de dividendes depuis 2020, soit l'équivalent du total des dépenses de santé en 2022. Et après on nous dira qu'il n'y a pas d'argent pour les services publics !

## UNE MÉDECINE AUX ORDRES DES PATRONS ?

Un médecin du travail a pris un an d'interdiction d'exercer, dont six mois avec sursis, par l'Ordre des médecins. En deux ans, il a délivré six certificats d'inaptitude au travail à des salariés d'une entreprise de fabrication de portes et serrures blindées. C'est après une plainte du patron, qui s'estimait « lésé », qu'il a été sanctionné sans que l'Ordre ne mène d'enquête sur les conditions de travail dans l'entreprise ni ne fasse d'expertise médicale des salariés. Et ce type de recours n'est pas isolé contre les médecins du travail qui font leur travail. Car le patronat ne tolère qu'une médecine à ses ordres.

## UN TRISTE CONSTAT

La santé mentale s'est dégradée. Selon l'étude Coviprev, en décembre 2022, 17 % des Français montrent des signes de dépression, 24 % des états anxieux dont 10 % ont des idées suicidaires. L'étude montre que les femmes et les personnes en grande précarité sont le plus touchées. La violence de cette société capitaliste touche d'abord les plus démunis.

## RATP : 300 EUROS OU PAS DE JO

Des ouvriers de la maintenance de la RATP ont envahi jeudi le siège de l'entreprise pour réclamer une augmentation salariale de 300 euros et de meilleures conditions de travail, alors que se tenaient les négociations annuelles obligatoires. « Pas de point, pas de train ! 300 euros ou pas de JO », indiquait la banderole syndicale sur la façade de l'immeuble. La centaine de grévistes est ensuite entrée dans les bureaux. La direction a proposé 100 euros brut mensuels. La CGT-RATP a déposé un préavis de grève pour une période s'étendant du 5 février au 9 septembre, soit celle des JO, pour lesquels les transports sont un facteur clé. Outre les 300 euros pour tous, la CGT demande notamment une meilleure prise en charge de la mutuelle, la semaine de 32 heures, la réévaluation de primes et l'instauration d'un mécanisme d'indexation sur l'inflation. Des revendications qui ne concernent pas seulement les travailleurs de la RATP.

## UN GOUVERNEMENT DE MILLIONNAIRES

Selon *L'Humanité*, qui se base notamment sur les déclarations de patrimoine dévoilées par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, le gouvernement d'Élisabeth Borne comptait 19 ministres millionnaires sur 43, soit 44 %. Son successeur, Gabriel Attal, fait mieux puisque leur pourcentage grimpe à 50 %. *L'Huma* affirme que deux tiers des membres du gouvernement posséderaient un patrimoine supérieur à 716 000 euros et se classeraient parmi les 10 % les plus fortunés de France. La moitié

se situerait au-delà de 1,03 million d'euros – parmi les 5 % les plus fortunés – et neuf d'entre eux se trouveraient même dans la tranche des 1 % les plus riches, à plus de 2,2 millions d'euros. C'est ce qu'on appelle un gouvernement des riches, par les riches et pour les riches.

## DÉNI DE DÉMOCRATIE AU SÉNÉGAL

Alors que le président du Sénégal, Macky Sall, vient d'annoncer le report de l'élection présidentielle prévue le 25 février, les manifestations ont repris pour dénoncer ce coup de force. La semaine dernière, elles ont déjà fait au moins trois morts parmi les manifestants. Un appel à une mobilisation générale a été lancé ainsi qu'à une poursuite des manifestations chaque vendredi. Au pouvoir depuis 2012, Macky Sall a fait écarter ses principaux opposants. La condamnation de son principal opposant, Ousmane Sonko, en juin 2023 avait déclenché d'importantes manifestations et la répression avait fait plus de 23 morts. Le pouvoir sénégalais mais aussi des intérêts français, comme Auchan ou Total, avaient été pris pour cible. La France fait mine de se préoccuper de la démocratie au Sénégal, mais veille surtout à préserver ses intérêts, à travers Macky Sall ou un successeur qu'elle adouberait.

